

ARRÊTÉ N°0147/2023



Permission de voirie
17 rue de Maule
Travaux place du Marché
BAILLY

Le Maire de la Commune de BAILLY,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L2122-24 à L2122-28, L2212-2 et L.2213-1 à L.2213-6.1 ;

VU le Code de la Route, et notamment les articles L325-1 à L325-3, L362-1, R411-24 et R417-10 ;

VU le Code pénal et notamment son article R610-5 ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure article L.511-1 ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU l'arrêté interministériel du 22 mai 1989 relatif à la signalisation routière ;

VU la demande de travaux en date du 19/12/2023 de la Société BTM Constructions domiciliée 15D avenue Arago, 91380 CHILLY MAZARIN qui doit réaliser des travaux du 02/01/2024 au 12/01/2024 place du Marché.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation de ces travaux ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à assurer le respect des mesures de sécurité et d'hygiène du chantier ;

ARRETE

ARTICLE. 1- La société BTM Constructions est autorisée à intervenir, au niveau du 17 rue de Maule, du 02/01/2024 au 12/01/2024.

Elle mettra en place tous les dispositifs de signalisation nécessaires pour organiser et sécuriser la circulation des véhicules, des vélos et des piétons au droit de son chantier.

A charge pour elle :

- D'assurer la sécurité de l'ensemble des usagers de la route
- De gérer les flux automobiles et circulations douces, dans le cas où la largeur de la voie serait réduite au droit des travaux (réduction de vitesse, organisation d'une circulation alternée...)

ARTICLE. 2- Le stationnement des véhicules légers et poids lourds sera interdit au droit du chantier.

ARTICLE. 3- 2 places de stationnement seront signalées et réservées aux véhicules au droit du chantier.

ARTICLE. 4- Les panneaux de signalisation réglementaires seront mis en place par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux et sous sa responsabilité. Tout affichage sur les équipements publics (mâts d'éclairage, mobilier urbain, tronc d'arbres) reste strictement interdit. L'entreprise devra afficher l'arrêté sur son propre mobilier.

ARTICLE. 5- Les contraventions au présent arrêté seront constatées et les contrevenants poursuivis conformément à la loi. Les véhicules en stationnement illicite seront considérés comme gênants et leur enlèvement pourra être demandé. Par dérogation, les véhicules de la société chargée des travaux seront seuls autorisés à stationner.

ARTICLE. 6- Toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'état de propreté des abords du chantier et nettoyer régulièrement la voie publique durant les travaux devront être prises. Dès l'achèvement du chantier les bénéficiaires de la présente autorisation sont tenus de réparer les éventuels dommages.